MEDIAPART

CHINE: DÉCONSTRUIRE LA MYTHOLOGIE NATIONALISTE (3/3) ANALYSE

Taïwan, point chaud d'une prétendue guerre froide

Prise au piège du récit de la « nouvelle guerre froide » élaboré par Donald Trump, l'île de Taïwan est d'abord un « point chaud », car elle questionne le « roman national » de Xi Jinping et du Parti-État en Chine.

François Bougon

23 août 2020 à 18h44

Richard Nixon avait ouvert la voie du rapprochement avec la République populaire de Chine (RPC) – souvenons-nous de sa rencontre « philosophique » avec Mao en 1972, à Pékin –, Donald Trump, en pleine campagne électorale, est en train de la fermer.

Puisqu'il est question d'histoires dans cette série, il apparaît clairement que le président américain se projette dans le mythe d'une « *nouvelle guerre froide* », en tentant de se présenter comme le dirigeant d'un « *monde libre* » – alors que, dans le même temps, il fait tout pour saper la démocratie dans son propre pays – face à une Chine « *communiste* » désireuse de conquérir le monde.

Cette fable a été exposée par le secrétaire d'État Mike Pompeo dans un discours donné le 23 juillet 2020 à la bibliothèque Richard Nixon, dans le musée consacré à l'ancien président en Californie, « La Chine communiste et l'avenir du monde libre ».

Son discours clôturait une série d'interventions de hauts responsables de l'administration Trump consacrée à la Chine (le conseiller à la sécurité nationale, Robert O'Brien, le 24 juin, le directeur du FBI, Chris Wray, le 7 juillet, et le ministre de la justice, William Barr, le 17 juillet).

Tous reprennent des inquiétudes exprimées et des accusations portées ces dernières années contre la puissance chinoise (non-respect des engagements pris lors de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, espionnage technologique, répression politique, etc.) et qui se sont renforcées avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping fin 2012 et le renforcement du Parti-État. Mais l'élément nouveau est ici la volonté d'inscrire la Chine comme une menace existentielle.

Here We Are!
我們到啦! 台北!

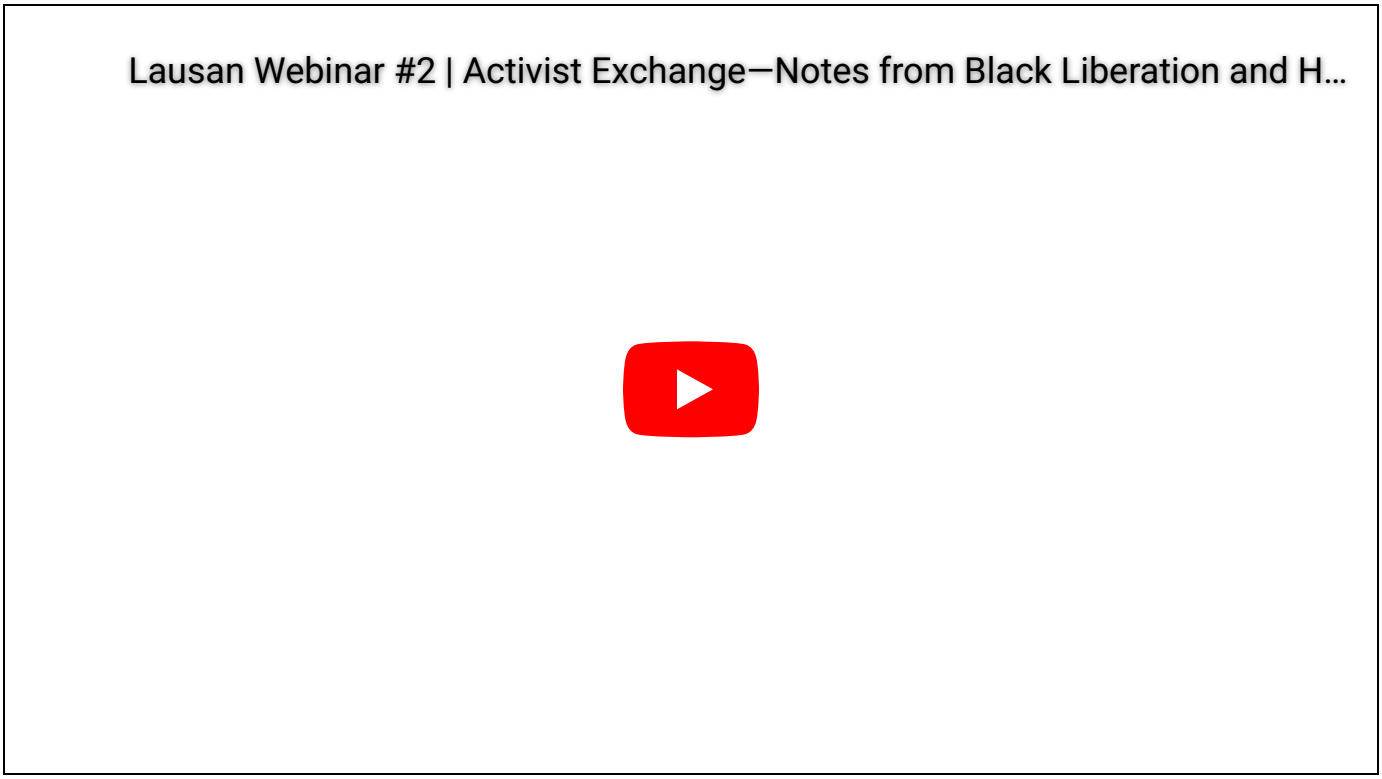
Une affiche représentant des pandas à Taipei en novembre 2015. © Sonse/Flickr

Tout comme l'Union soviétique était vue comme le rival numéro un pendant la guerre froide, la Chine occupe aujourd'hui ce rôle dans l'esprit de l'administration américaine. Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump juge même que *« le secrétaire général du Parti, Xi Jinping, se considère comme le successeur de Joseph Staline »*. *« Soyons clairs, le Parti communiste chinois est une organisation marxiste-léniniste »*, dit-il, en ajoutant que les étudiants chinois qui viennent étudier aux États-Unis sont désormais considérés comme une cinquième colonne !

Certains, en Occident ou ailleurs, peuvent se laisser berner par un tel récit manichéen. Quelques observateurs, à gauche notamment, aveuglés par leur anti-impérialisme américain, dénoncent la manipulation en cours à Hong Kong, ourdie par Washington, et ne voient pas l'autre « éléphant dans la pièce », ce nouvel impérialisme chinois.

« L'affirmation que des millions de personnes participent à des manifestations sans qu'elles puissent être soutenues par la CIA participe du même racisme infantilisant que celui qui considère que tous les étudiants chinois sont des agents décérébrés du PCC [Parti communiste chinois – ndlr] », répond Lausan, un site de la gauche anticolonialiste hongkongaise. Pour ce dernier, Trump est peut-être l'ennemi de leur ennemi, mais cela n'en fait pas un ami.

Cette position éclaire leur soutien au mouvement Black Lives Matter et leur volonté de tisser des liens avec une mobilisation qui, comme eux, dénonce les violences policières *(voir la vidéo ci-dessous)*.



Lausan Webinar #2 | Activist Exchange-Notes from Black Liberation and Hong Kong © Lausan Collective

Dans le récit de « nouvelle guerre froide » que tentent d'imposer Trump et Pompeo, nostalgiques d'un certain impérialisme américain (« Make America Great Again »), Hong Kong et Taïwan sont devenus des pièces importantes.

Mais alors que l'administration américaine semble engluée dans son idée d'un prétendu « monde libre » à défendre, une autre grille de lecture pourrait être déployée pour comprendre ce qui se joue dans ces places

stratégiques : le déploiement, depuis quelques années, d'une politique impérialiste chinoise qui s'étend au-delà des frontières de la République populaire.

Ainsi, pour gérer Hong Kong, le régime chinois a suivi fidèlement la stratégie des anciens colons britanniques : il s'est appuyé sur les *tycoons* hongkongais, les plus riches habitants de la colonie.

Et au nom de l'ordre et de la stabilité, mais afin de préserver en réalité leurs intérêts, ces derniers ont transféré leur loyauté à Pékin. Ils ont profité de la situation pour s'enrichir encore plus. Et la mise au pas actuelle de la région administrative spéciale, avec la mise en place d'une loi sur la sécurité nationale votée à Pékin durant l'été, se fait avec leur accord. Toujours au nom de l'ordre et de la stabilité…

Dans ce contexte, les familles des dirigeants communistes chinois, qui ont fait fortune grâce à leurs liens politiques privilégiés, évoluent à Hong Kong comme des poissons dans l'eau. Elles y placent leur argent et utilisent des sociétés *offshore* pour que les secrets soient bien gardés.

Selon une récente enquête du *New York Times*, des proches de trois des plus hauts dirigeants chinois – outre Xi Jinping, Li Zhanshu et Wang Yang – y ont acheté, ces dernières années, des propriétés luxueuses pour un montant total de plus de 51 millions de dollars (plus de 43 millions d'euros).

Une fois Hong Kong mis au pas, la prochaine étape sera-t-elle Taïwan ? Sur l'île, beaucoup le craignent. En janvier 2019, Xi Jinping a réaffirmé sa volonté de réunifier la Chine, par la force si nécessaire.

« *L'indépendance de Taïwan est une entorse à l'histoire et ne pourra conduire qu'à une impasse* […] *et à un profond désastre* », a-t-il lancé, promettant aux Taïwanais de garder leurs droits sur le modèle hongkongais « un pays, deux systèmes ».

Mais au vu de la situation à Hong Kong, l'immense majorité des habitants de l'île – indépendante de fait et non de droit – refusent le « rêve chinois » de Xi Jinping. Ils ont réélu en janvier la présidente Tsai Ing-wen, qui est opposée à toute forme d'unification avec la Chine.

Il faut dire que le « modèle chinois » de Xi – la toute-puissance du Parti-État, la répression à tout-va et le nationalisme han – va à l'encontre de ce qu'est devenue la société taïwanaise depuis la démocratisation des années 1980.

Depuis le passage des Néerlandais jusqu'à l'arrivée massive des Chinois du continent en 1949, en passant par le joug japonais, la société taïwanaise est le fruit d'une vague de colonisations successives. L'identité taïwanaise, souligne le sinologue Arif Dirlik dans un texte publié en 2018 (un an après son décès) dans la revue *Boundary 2*, n'est pas « *simplement une version locale d'une quelconque "sinité" abstraite, mais une identité indépendante, le produit d'un processus non pas de "sinisation" mais de taïwanisation* ».

Dans le jardin du mausolée de Chiang Kaï-shek à Taoyuan le 9 juin 2013. © Rutger van der Maar/Flickr

Reconnaître Taïwan non pas comme une « *variante provinciale de la culture han mais comme une formation nationale séparée avec son identité distincte formée des interactions entre les cultures aborigènes, les vagues successives d'immigrants Hoklo et Hakka venus du sud-est de la Chine et les "réfugiés" post-1945, et marquée par les héritages complexes de l'expérience coloniale de l'île, remet en question l'idéologie de la "sinisation"* », écrit Dirlik. Il peut exister une culture chinoise non purement han, mêlée, ouverte, semble dire Taïwan. Les jeunes dans l'île sont très attachés à ce visage postcolonial de leur société, en témoigne une effervescence culturelle et politique passionnante *(lire ici)*.

C'est l'un des aspects cachés de la confrontation avec la Chine continentale. Nous sommes en présence non pas d'une « nouvelle guerre froide » dans le cadre d'un affrontement géopolitique entre Pékin et Washington, mais d'une bataille culturelle et identitaire : Taïwan est un « *point chaud* », car l'île questionne le « roman national » de Xi Jinping et du Parti-État en Chine.

La question taïwanaise a, en effet, des « *implications indésirables pour l'identité nationale et les politiques ethniques de la République populaire de Chine* », arguait, en 2004, Melissa Brown dans son livre *Est-ce que Taïwan est chinois ?* : « *Si les Taïwanais sont autorisés à "quitter" la nation en raison des différences ethniques, alors pourquoi pas les Tibétains, les musulmans turcophones (comme les Ouïghours) ou même les Cantonais ? L'indépendance taïwanaise pourrait avoir un effet domino qui désagrégerait la République populaire de Chine, comme l'Union soviétique ou, pire, la Yougoslavie.* »

La question est toujours d'actualité. Alors, oui, après Hong Kong, Taïwan est un enjeu crucial pour Xi. Pour lui, c'est un contre-modèle dont il faut se débarrasser. Une île où viennent s'échouer les histoires qu'il se raconte.

François Bougon

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.